

FRANCE RELANCE – TOURISME DURABLE

Fiche de renseignements administratifs et généraux

IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Raison Sociale :

Statut Juridique :

Adresse Complète :

.....

Téléphone : Fax :

Mail :

N° TAHITI :

Code NAF :

Enregistrement au registre du commerce : oui non Si oui : date :

Effectifs de l'entreprise :

Date de création de l'entreprise :

Chiffre d'affaires du dernier exercice et date d'exercice :

Assujetti à la TVA : oui non Si oui, à quel taux ?

Chiffres d'affaires annuel ou total du bilan : ≤ 10 M€ ou > 10 M€

IDENTIFICATION DES CONTACTS

REPRESENTANT LEGAL :

Nom - prénom :

Fonction :

Téléphone : Mail :

Délégation de signature à : (joindre au dossier la délégation)

INTERLOCUTEUR PREFERENTIEL DANS LE CADRE DE L'OPERATION, s'il diffère du représentant légal:

Nom - prénom :

Fonction :

Téléphone : Mail :

REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES - RGPD

La CCISM traite des données personnelles nécessaires à la mise en œuvre des actions Fonds Tourisme Durable conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement

européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD ») et la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est responsable des traitements qu'elle met en œuvre pour son propre compte.

La CCISM est responsable du traitement des données personnelles des professionnels du Tourisme accompagnés dans le cadre du programme Fonds Tourisme Durable.

L'ADEME est destinataire des données personnelles nécessaires pour le suivi des actions engagées, l'instruction des dossiers des opérateurs du Tourisme.

Dans le cadre de la présente convention, l'ADEME s'engage à n'utiliser les données que pour les seules fins pour lesquelles elles lui sont transmises :

- Le suivi et l'évaluation des actions,
- L'élaboration de statistiques,
- Les contrôles nécessaires pour l'attribution des aides financières
- L'envoi d'informations de l'Ademe aux structures touristiques en lien avec le tourisme durable (à titre d'exemple : AàP, colloques, sorties de guides, formation...)
- Des sollicitations à des fins non commerciales.

La CCISM prendra en charge toute demande d'exercice de droits (rectification, effacement, limitation) des personnes concernées pour traitement ad-hoc.

La CCISM s'engage à prendre toutes précautions utiles et mettre en place les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel, et notamment, empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés.

Chaque partie est chargée pour les traitements qu'elle met en œuvre, de notifier à l'autorité de contrôle et le cas échéant, de communiquer aux personnes concernées, les éventuelles violations de données à caractère personnel.

A, le

Nom et qualité du signataire :

Signature :

Cachet de l'entreprise :